



Monsieur le Président,

La filière pêche française traverse une période particulièrement difficile, marquée par des défis sans précédent et une souffrance qui s'accentue de jour en jour. Et dans la houle, nous peinons à faire entendre nos voix, pourtant unies, et nos revendications.

Ces dernières années, les professionnels de la filière ont travaillé sans relâche pour offrir aux consommateurs des produits frais et de qualité, tout en prenant des mesures fortes pour préserver l'environnement et les écosystèmes marins. Malgré les efforts considérables déployés, notamment en termes de limitation des impacts environnementaux et de préservation des ressources halieutiques, notre secteur est aujourd'hui fragilisé par une série d'attaques et de contraintes réglementaires.

Parmi les difficultés rencontrées, le Brexit a privé certains pêcheurs français de l'accès aux eaux britanniques et fait perdre des quotas, le plan WestMed a diminué le nombre de jours d'accès en mer des pêcheurs concernés, ces deux éléments ayant eu pour conséquence de faire plonger la rentabilité économique des entreprises, les contraignant à mettre de trop nombreux bateaux à la casse.

De plus, la hausse du prix de l'énergie, et notamment du gazole, pèse lourdement sur les coûts d'exploitation de l'ensemble de la filière, allant des entreprises de pêche jusqu'à la distribution. La baisse contrainte des approvisionnements due à la casse des bateaux impacte également l'ensemble du secteur, mareyeurs, poissonniers et enseignes de la distribution.

Une asphyxie, dont les effets se font ressentir bien au-delà du maillon de la pêche. Alors que les artisans-poissonniers et les enseignes de la distribution représentent 80% des approvisionnements des foyers français en produits de la mer, un tel choc sur la disponibilité des produits a des répercussions immédiates, voire pérennes, sur la diversité des espèces proposées aux consommateurs français. Car derrière le sujet déjà crucial de la préservation d'une filière et de ses milliers d'emplois, se cache un enjeu vital : contribuer à assurer la souveraineté alimentaire de la France en offrant à nos consommateurs des produits de qualité.

Aujourd'hui, l'offre tricolore est minoritaire sur nos étals, pourtant la pêche française est synonyme de diversité d'espèces, présentant autant de qualités gustatives, nutritionnelles, économiques ou environnementales.

Est-ce une situation que nous souhaitons, que vous souhaitez, voir se dégrader d'une manière aussi brutale et irrévocable ?

Nous nous y refusons. C'est pourquoi les pêcheurs manifestent aujourd'hui leur colère en bloquant les ports, ils ont besoin d'être entendus, et toute la filière avec eux, dans cette période cruciale.

Monsieur le Président, nous en appelons à votre action. Nous nous sommes engagés de notre côté à travers le contrat stratégique de filière, mais seuls nous n'y arriverons pas. Nous attendons de votre part des actions fortes et des solutions concrètes, qui permettront aux entreprises de retrouver espoir et de voir l'avenir en bleu, plutôt qu'en noir.

Nous avons la ferme intention de relancer la production et de retrouver un niveau d'approvisionnement normal dès la semaine prochaine. Toutefois, pour cela, nous avons besoin du soutien des autorités françaises. La survie de nombreuses entreprises en dépend : 7 681 navires, 33 criées, 290 entreprises de mareyage, des grossistes, 4 300 rayons marées, 3 900 poissonneries de détail.

Ensemble, nous pouvons contribuer à assurer la pérennité de notre filière pêche, contribuer à notre souveraineté alimentaire et offrir à nos consommateurs des produits de qualité tout en préservant nos ressources marines.

Frédéric Toulliou, Président de France Filière Pêche, au nom de tous ses membres et de la filière pêche française